

« LE RESTE À VIVRE DES FRANÇAIS A DIMINUÉ DE FAÇON IMPORTANTE »

Énergies, transports, assurances... l'augmentation des dépenses contraintes conduit bon nombre de Français à rogner sur leur budget alimentation, selon Jean-Pierre Poulain, sociologue et anthropologue à l'université de Toulouse-Jean Jaurès*.



Quand tout augmente, l'alimentation est-elle une variable d'ajustement ?

Pas forcément pour les classes moyennes, qui vont plutôt diminuer leurs sorties. Mais pour ceux dont les loisirs se réduisent à peu de chose, le budget alimentaire est

le premier affecté. Le reste à vivre des Français, c'est-à-dire la part du budget sur laquelle des décisions peuvent être prises à l'échelle du mois, a diminué de façon importante, alors que les indicateurs macro-économiques commencent tout juste à constater une baisse du pouvoir d'achat (-0,9 % en 2022 selon l'Insee contre +1,9 % en 2021, NDLR). Mais ce n'est pas du tout ce que ressentent bon nombre d'entre eux. Leurs dépenses contraintes augmentent (loyers, énergies, assurances, abonnements...) et entament leurs revenus. Ces pressions fortes se traduisent par la réduction de certaines dépenses.

Au-delà du prix, quels facteurs influencent le choix des aliments ?

Le premier critère est lié au lieu d'habitation et au degré d'urbanisation. En France, un peu moins de 70 % des achats sont faits dans la grande distribution, contre plus de 80 % au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas. Nous avons des supermarchés puissamment organisés. Mais notre tissu de petits commerces de centre-ville résiste, tout comme les marchés de plein air, qui retrouvent de la vigueur en milieu urbain. Le second critère réside dans le choix des enseignes. Les discounters (qui proposent premiers prix et moins de variété, NDLR) attirent des

gens qui ont une forte tension sur leur budget mais aussi ceux qui sont dans une logique d'achat malin, des classes moyennes qui vont y acheter une partie des produits et complètent dans d'autres commerces.

La contraction du pouvoir d'achat conduit-elle à renoncer à certains aliments ?

Les moins aisés ne renoncent pas à certains « produits de plaisir », comme les boissons sucrées, les biscuits ou les barres chocolatées... même si, nutritionnellement parlant, ils ne sont pas les plus recommandables. L'idée d'un impact sur la santé dans le futur a peu de prise. Quant à la viande, on observe des attitudes nuancées. Les personnes à faible pouvoir d'achat vivent douloureusement le fait de devoir se contraindre sur la viande. Pour eux, en manger, c'est « bien manger ». À l'inverse, chez un grand nombre de personnes dotées de davantage de moyens, l'idée d'en consommer moins souvent mais de meilleure qualité ou d'avoir des repas sans viande a fait son chemin.

Le fait de « manger sain » a-t-il la même importance pour tout le monde ?

L'importance et la crédibilité accordées à la nutrition varient selon le genre et la position sociale. Elles sont plus importantes pour les femmes que pour les hommes, même si cela évolue. Les classes moyennes et supérieures sont plus sensibles aux aspects nutritionnels que les foyers les plus modestes. Cela s'explique en partie par le rapport au temps : si j'ai suffisamment d'argent pour me projeter dans l'avenir, l'alimentation devient un levier du « capital santé ». C'est moins le cas lorsque mes contraintes me font raisonner sur des échelles de temps courtes, la fin du mois, parfois moins.

** Et titulaire de la chaire « Food Studies » de la Taylor's University de Kuala Lumpur (Malaisie)*